

20210915 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/35062/demantelement-de-camps-de-migrants-a-calais--une-strategie-qui-ne-marche-pas>

Actualités



Des gendarmes démantèlent un campement de migrants à Calais, en octobre 2019. Crédit : Mehdi Chebil pour InfoMigrants

Démantèlement de camps de migrants à Calais : "Une stratégie qui ne marche pas"

Par [Marlène Panara](#) Publié le : 15/09/2021

Très tôt, lundi, les autorités françaises ont procédé au démantèlement d'un camp de migrants à Calais, déjà évacué deux fois cet été. Des expulsions "traumatisantes" pour les exilés, qui sans nul autre endroit où aller, finissent toujours par revenir.

Le jour est à peine levé ce lundi 13 septembre lorsque les forces de l'ordre investissent le terrain de la friche Magnésia, près de l'hôpital de Calais. L'objectif de la matinée : évacuer la centaine d'exilés qui y vit depuis plusieurs semaines. Car, pour la préfecture du Pas-de-Calais, leur installation occasionne "de sérieux problèmes de sécurité, de salubrité et de tranquillité", indique-t-elle dans un communiqué.

Saisi par les propriétaires des deux terrains concernés, le tribunal de Boulogne-sur-Mer a donc rendu des ordonnances d'expulsion. Le préfet a ensuite "décidé d'octroyer le concours de la force publique sur ce secteur" pour évacuer les personnes sur place. D'après la préfecture, ce matin-là, l'opération s'est déroulée dans le calme et "86 personnes, dont quatre femmes et 10 enfants, ont été prises en charge et mises à l'abri dans différentes structures d'hébergement du département".

[Des expulsions similaires](#) ont déjà été effectuées sur le site le 9 juillet dernier. Près de 130 migrants avaient été orientés vers différentes structures d'accueil. Début juin, les autorités avaient procédé à la même évacuation. L'opération avait "mis à l'abri" plus de 500 personnes, de nationalité soudanaise et iranienne notamment.

Les tentes, bâches et couvertures confisquées

Mais pour les associations présentes à Calais, ces démantèlements sont "tout sauf des opérations humanitaires de protection", déplore Sandra Caumel, membre de La Cabane Juridique. D'après l'organisation, les personnes installées sur le campement, dont des enfants, "ont été réveillées, sorties de leurs abris, encerclées et palpées par les forces de l'ordre pour être éloignées de force dans des bus de mise à l'abri".

"Au moins 3 arrestations ont été opérées par la police aux frontières" et "les personnes n'ont pas eu le droit d'emporter avec elles toutes leurs affaires personnelles, notamment les effets qui leur servaient d'abri (tentes, bâches, couvertures). Ces affaires ont été prises par une société de nettoyage privée sur consigne des forces de l'ordre".

>> À (re)lire : [L'État sévèrement critiqué pour sa gestion des migrants à Calais et Grande-Synthe](#)

Un arsenal policier, composé de deux vans de la Police aux Frontières, de huit camions de CRS, de six vans de gendarmerie mobile et de onze voitures de la gendarmerie nationale ainsi que plusieurs motos de la police nationale a été chargé de l'expulsion "des migrants syriens, palestiniens, koweïtiens et soudanais", précise Sandra Caumel. Sur les vidéos fournies par l'association, on voit les policiers encercler le camp de près, empêchant quiconque de s'échapper.

Une stratégie "qui ne marche pas"

Ce dispositif d'ampleur, la confiscation des effets personnels des personnes expulsées et la contrainte physique exercée sur les migrants démontrent, pour les associations, le caractère forcé de cette "mise à l'abri", une pratique illégale. Car "en droit, une expulsion doit être, a minima, accompagnée d'une proposition de mise à l'abri. Pour autant, celle-ci doit être consentie, après délivrance d'une information complète aux personnes concernées. La mise à l'abri repose nécessairement sur la volonté et le consentement des personnes concernées", explique La Cabane Juridique.

Selon la préfecture dont les propos ont été relayés par l'AFP, des maraudes "avaient été effectuées sur site pour proposer aux migrants intéressés une mise à l'abri dans différents centres d'accueil et d'hébergement du Pas-de-Calais". Ce que contestent les associations, qui ajoutent que les migrants ne connaissaient pas la destination des bus dans lesquels ils montaient.

"Nous avons reçu un appel d'une personne expulsée, complètement paniquée. Elle ne comprenait pas du tout ce qui lui était arrivé, et ne savait ni où elle était, ni quoi faire, rapporte Sandra Caumel. Sans nul autre endroit où aller, elle reviendra très certainement à Calais, comme la majorité des exilés évacués. La stratégie des autorités, qui consiste à empêcher 'les points de fixation' sur le littoral, ne marche pas".

>> À (re)lire : [Démantèlement d'un camp de migrants à Calais : "Cette énième expulsion ne résout rien"](#)

Pourtant, à Calais, les démantèlements de camps de migrants sont devenus le quotidien de ceux qui les occupent. "Les expulsions en flagrance [les confiscations de tentes et de bâches sur des sites plus petits ndlr] c'est toutes les 48 heures, assure la militante". Des expulsions plus conséquentes ont également lieu tous les mois.

Les personnes emmenées pour une mise à l'abri, et dont la demande d'asile en France n'est plus possible – soit parce qu'elles ont été déboutées, soit parce que le demandeur est "dubliné" - finissent le plus souvent à la rue. "De peur de se faire de nouveau confisquer leurs affaires, elles préfèrent se réinstaller dans des endroits isolés, où il y a peu de monde. L'accès à l'eau, à la nourriture, ou à des soins de santé devient alors plus difficile. Ce qui accentue, encore un peu plus, leur précarité", regrette Sandra Caumel.

Londres exige des "résultats"

Ces nombreuses expulsions, qui d'après elle éloignent les migrants "à des centaines de kilomètres, parfois même jusqu'à Nice ou Marseille", s'ajoutent aux multiples initiatives prises par les gouvernements français et britannique pour stopper les traversées de la Manche. Cette semaine, Londres a durci le ton, exigeant des "résultats" de la part de France. D'après la [BBC](#), Priti Patel envisagerait de ne pas verser dans l'immédiat les 62,7 millions d'euros promis à la France dans la lutte contre ces dernières, "à moins que davantage de bateaux ne soient interceptés".

Le 8 septembre, à l'occasion d'une réunion des ministres de l'Intérieur du G7 dans la capitale britannique, une énième rencontre avec son homologue Gérard Darmanin a été organisée pour discuter des moyens à mettre en place dans la lutte contre l'immigration. Ce même jour, [les autorités françaises ont procédé au sauvetage de 37 personnes](#) au large d'Hardelot. Deux jours avant, 378 exilés avaient déjà été empêchés d'entreprendre la traversée. Entre le 1er janvier et le 31 août 2021, quelque 15 400 personnes au total ont tenté ou réussi d'atteindre les côtes britanniques à bord de petites embarcations.